

Bulletin d'information-GC FEMMES

Volume 4, numéro 1

Avril 1998

Le bulletin d'information-GC FEMMES constitue le complément imprimé du Gender-CG Network (Réseau GC-FEMMES), un réseau électronique reliant les chercheurs oeuvrant sur les questions sexo-spécifiques et intra-foyer, dans les domaines de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Nous comptons maintenant plus de 400 membres. Ce numéro rend compte des nouveaux sujets débattus sur le réseau depuis juin 1997, notamment la sexo-spécificité et le capital social, l'aménagement du temps et la nutrition infantile, la recherche sexo-spécifique de plusieurs grands centres internationaux de recherche agricole et des communiqués ayant trait aux programmes de formation sur la sexo-spécificité, les ouvrages de référence et les ressources sur Internet.

Deux sujets ont particulièrement produit un débat intense : comment faire le rapport entre le capital social et la recherche sexo-spécifique et pourquoi les ménages bénéficiant de la réforme foncière présentent-ils des niveaux inférieurs, sans discontinuer, de nutrition infantile par rapport aux ménages qui ne bénéficient pas de la réforme foncière.

Dans ce numéro

- Sexo-spécificité et capital social
- Aménagement du temps et nutrition infantile
- Programme systématique du CGIAR
- Analyse sexo-spécifique et l'ICIMOD
- Recherche sexo-spécifique récente de l'IFPRI
- Sexo-spécificité et gestion de l'eau, à l'IIMI
- Sexo-spécificité et services de vulgarisation
- Sexo-spécificité et ressources du développement
- Publications
- Abonnements

Sexo-spécificité et capital social

Le débat sur le capital social et la sexo-spécificité a été soulevé par Lawrence Haddad qui, pour établir un premier contexte commun, s'est reporté à deux définitions du capital social : "Caractéristiques d'une organisation sociale, par ex. des réseaux, normes et confiance sociale facilitant la coordination et la coopération dans un intérêt collectif" (Robert Putnam, "Bowling Alone: America's Declining Social Capital" [Jeu de boules solitaire : le déclin du capital social de l'Amérique], Journal of Democracy 6, janvier 1995, 67. Consulter également "Civic Traditions in Modern Italy" [Traditions du civisme en Italie] de Robert Putnam), ainsi qu'un "rayon de confiance" et des "associations au-delà de la famille" (Francis Fukuyama, Trust [Confiance], 1995). Dans le droit fil de Messieurs Putnam et Fukuyama, pour M. Haddad, le capital social permet "la résolution des dilemmes d'action collective".

Peut-on mesurer le capital social ? Selon M. Haddad, sa mesure est difficile au sens quantitatif, mais ses collaborateurs et lui-même escomptent le mesurer dans une enquête à Kwazulu-Natal, en Afrique du Sud, sur cinq dimensions : (a) les réseaux économiques et sociaux (famille et hors famille : envois de fonds des émigrants, partage des terrains, partage des logements, soins des enfants, garde du bétail, etc), (b) la participation aux groupes communautaires, (c) l'activité civique (vote, connaissance de l'actualité locale, (d) la confiance et, (e) la violence.

En présumant que l'on puisse mesurer le capital social à l'échelon individuel, M. Haddad relève qu'un certain nombre de questions intéressantes, du domaine de la recherche, apparaissent, notamment (a) quel degré d'actionnariat social est entre les mains des hommes et des femmes au sein de la famille ou du ménage, et en quoi diffère-t-il selon que les familles sont urbaines ou rurales, ou inter et intra-ménage? (b) les incidences du capital social sont-elles tributaires de sa détention par des hommes ou par des femmes ?, et (c) quelle est l'importance du capital social dans la négociation au sein du ménage et influe-t-il sur une grande gamme d'issues (fécondité, disponibilité de la main-d'oeuvre, nutrition infantile) ?

Pour aborder les questions ci-dessus, Diane Russell suggère qu'il conviendrait sans doute d'abord de porter notre attention sur le processus consistant à créer ou à maintenir le capital social et l'évolution des formes d'investissement social, plutôt que de mesurer des "segments" donnés du capital social. En outre, selon elle, les descriptions données par M. Haddad du capital social sont appariées à des types très divergents de phénomènes sociaux allant de questions psychologiques de comportement de la confiance, du respect et de la réputation, à des formes de participation aux activités civiques. Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins que des investissements sociaux divers sont nécessaires pour que les sociétés humaines survivent.

Selon Mme Russell, il existe deux catégories principales d'investissements sociaux réalisés par les particuliers : investissements proches en termes

humains, collectifs et institutionnels ayant une incidence directe sur leurs vies quotidiennes, et des investissements plus distants en termes humains, collectifs et institutionnels dont ils escomptent bénéficier à l'avenir. L'on emprunte différentes stratégies : dans le premier type d'investissement social, le calcul du risque de non-investissement est primordial et l'on relève souvent une coercition subtile (exercée notamment sur les femmes et les jeunes) pour qu'il y ait "don" de travail, de ressources et d'idées à une "cause commune". Dans le second type d'investissement, l'on réfléchit aux intérêts à long terme, et plus souvent, aux intérêts des enfants. A l'évidence, en grande partie, la participation à ces investissements plus distants découle d'une certaine coercition ou manipulation, mais il peut rester une certaine marge de manoeuvre. Au lieu d'un déclin net du capital social, il existe un re-cadrage pour passer du renforcement du capital social dans une sphère immédiate, à une diversification et une distanciation du capital social. Cette diversification n'est pas une mauvaise chose, elle signifie que les particuliers s'unissent autour d'intérêts communs au de simples liens de parenté. En outre les particuliers s'efforcent de répondre aux différents risques et incitations d'un environnement mouvant. Alors qu'auparavant il était essentiel que les enfants maîtrisent leurs mondes socio-physiques immédiats, et pour ce faire soient dotés de précepteurs, de guides et de parrains responsables, dans leurs propres communautés, aujourd'hui, pour la plupart des particuliers, il est essentiel que leurs enfants maîtrisent des compétences technologiques et éducatives qui sont souvent absentes dans leurs communautés.

Qu'en est-il de la confiance ? Selon Mme Russell, la confiance ne peut souvent pas être séparée du besoin de participation au monde relationnel immédiat. La confiance et le respect mutuel existent et constituent de précieuses denrées en soi. De la même manière les institutions sociales qui réagissent de fait à leurs administrés, et non pas uniquement aux besoins de l'élite qui les organise, sont d'une importance vitale et elles sont rare dans notre monde.

En ce qui concerne les rapports entre la violence et le capital social, selon Mme Russell, la violence découle d'attente exacerbées, de l'affrontement entre l'élite et ses clients sur les questions d'accès et de contrôle des ressources, et de l'impossibilité des institutions plus proches à juguler ces attentes et ces conflits. Des institutions plus distantes, par exemple les organisations civiques, les écoles et les églises, sont également défailtantes à cet égard, dans la mesure où elles sont liées à des rapports d'un cercle interne ainsi qu'aux intérêts de plus grande envergure, conflictuels.

Selon Mme Russell, pour mieux comprendre le capital social, il convient de s'écarter d'un cadre de référence individualiste et d'examiner les institutions sociales, ainsi que leur interface avec les stratégies individuelles d'investissement social. La structure du capital social des particuliers constitue un élément intéressant du tableau, mais elle n'est sans doute pas très utile pour comprendre le capital social dans son ensemble, ni pour étudier la manière dont les notions de capital social peuvent s'adapter à de nouvelles circonstances. Mais s'il s'agit de le jauger, il convient de prendre le temps de le comprendre et d'avoir recours aux catégories locales de confiance, respect, partage et

coopération, dans le contexte de différents rôles sociaux, et par rapport à des comportements et à des investissements réels. Pour réfléchir à la démarche de renforcement du capital social, il convient de poser les questions suivantes : le capital social, à quelle fin ? Qui en tire parti ? Qui prend des risques ? Comment peut-on identifier les institutions pouvant promouvoir une réelle collaboration et un véritable respect ? Comment le capital social individuel peut-il être canalisé dans le sens d'un comportement de gérance ?

Lisa Smith décrit une étude, publiée sous le titre de "Neighborhoods and Violent Crime: A Multilevel Study of Collective Efficacy" (Les Quartiers et les crimes violents : une étude multi-niveau de l'efficacité collective), dans Science, numéro du 15 août 1997, p. 918-925. Les auteurs, Robert Sampson, Stephen Raudenbush et Felton Earls, ont tenté de mesurer réellement le capital social, ou ce qu'ils nomment "l'efficacité collective" (c'est-à-dire la cohésion sociale entre voisins, alliée à leur disposition à intervenir dans l'intérêt public"), chez quelque 9.000 habitants de plus de 300 habitants, à Chicago. Selon M. Smith, l'étude indique que l'aboutissement de l'avantage mutuel (résultant du capital social) est une diminution de la violence.

Pour mesurer l'efficacité collective, les auteurs ont eu recours à une conjugaison de deux variables connexes : le contrôle social informel d'un côté, et la cohésion et la confiance sociales, de l'autre. Le degré de contrôle social informel se mesure en posant aux résidents des questions sur les comportements de leurs voisins. Le degré de cohésion et de confiance sociales se mesure par cinq questions : dans quelle mesure convenez-vous que 1) les habitants du quartier sont disposés à aider leurs voisins, 2) il s'agit d'un quartier où l'on se "serre les coudes", 3) les habitants du quartier sont dignes de confiance, 4) les habitants du quartier ne s'entendent pas entre eux, dans l'ensemble, 5) les habitants du quartier n'ont pas les mêmes valeurs.

Bill Kinsey signale également une méthodologie pratique d'apprentissage de l'autonomie communautaire, analogue au renforcement du capital social. Cette méthodologie s'inscrit dans le cadre d'un projet intitulé "Imagine Chicago". Cette technique se cristallise autour de "l'interrogation valorisante" (IV). Selon M. Kinsey, l'IV constituerait le moyen, pour une communauté, de faire l'inventaire de son propre capital social, pour ensuite s'en servir à des fins communautaires. Cette méthodologie est aujourd'hui reproduite un peu partout aux Etats-Unis et de plus en plus dans le monde en développement.

Et enfin, selon Kris Merschrod, le capital social est tout simplement la solidarité. Si la solidarité est considérée être un espace en propriété bi-dimensionnel, il se définirait comme étant la "quantité" et la "qualité" de cet espace. La qualité est cartographiée sur une échelle mécanico-organique et constitue le liant qui tient le système social. La quantité est cartographiée sur une échelle quantitative, et constitue la solidité du liant qui tient le tout en place. M. Merschrod note que le débat, jusqu'à présent, s'inscrit en navette entre le type de système social et l'unité d'analyse du système de référence.

M. Merschrod relève également que les classements culturels, économiques, religieux, militaires et politiques élucideraient le degré de capital social, ou de solidarité, existant dans un système, et que la souplesse d'un système, ou l'échange sans entrave d'idées n'existe pas nécessairement en relation négative par rapport à la solidarité. Les systèmes peuvent posséder une fluidité ou un échange interne d'idées élevé ou restreint, tout en conservant un degré élevé de solidarité lorsqu'il s'agit de prendre en charge les préoccupations collectives quant à la protection du système. M. Merschrod ajoute que les allures pseudo-commerciales constituent le principal problème concernant le vocabulaire et du calcul de l'investissement social. L'on peut mieux analyser les phénomènes sociaux par la sociologie, la socio-psychologie et l'anthropologie.

Aménagement du temps et nutrition infantile

En se fondant sur son étude par sondage, sur 15 ans, au Zimbabwe, Bill Kinsey soulève la question suivante : pourquoi les ménages bénéficiant de la réforme foncière présentent-ils, sans discontinuer, un degré de nutrition infantile inférieur à celui des ménages n'en bénéficiant pas ? En outre, pourquoi les revenus, dont la corrélation avec les zones agro-écologiques et donc l'agriculture de rendement est positive, présentent une corrélation négative avec la nutrition ? Selon M. Kinsey, ces résultats, qui défient l'intuition et de nombreux résultats par ailleurs, ont trait à la qualité et à la nature des soins aux enfants. La réforme foncière exerce des pressions sur les ménages, à plusieurs égards. Par exemple, en multipliant par deux, au minimum, la superficie des terrains des petites familles, et en les exhortant alors à l'employer de façon productive, les familles s'efforcent d'employer toutes leurs ressources de main-d'oeuvre pour les travaux agricoles. Puisque les familles sont regroupées dans des villages, leurs champs sont loins du domicile familial. Les trajets sont longs, les pauses repas et "soins" sont peu pratiques. La réforme foncière a également affaibli les réseaux sociaux, et les aides infantiles ne sont plus aussi accessibles. Et les soins aux enfants en subissent donc les conséquences.

Dans les trois prochaines années, M. Kinsey souhaite suivre le même sondage et étudier la question des soins aux enfants de plus près. L'étude du temps affecté aux différentes activités par les adultes et les enfants plus âgés, au sein d'une famille, constituera une partie importante de cette analyse. M. Kinsey pose la question de savoir si l'on aurait relevé, ou employé, des études qui auraient saisi intelligemment ce type de renseignements, car il n'en connaît qu'une : l'étude de Collette Suda sur le changement des rôles sexo-spécifiques au Kenya.

Selon la réponse de Barbara Nowak, les conclusions de M. Kinsey ne sont pas surprenantes. Sa communauté autochtone de résidence, en Malaisie, communauté pratiquant l'agriculture de rendement, présente une baisse des niveaux nutritionnels alors même que ses revenus ont augmenté, car les habitants ne produisent plus leurs propres denrées alimentaires : ils doivent acheter leur riz et tous leurs légumes. Les femmes ne cultivent plus de jardins potagers car leurs familles et leurs amis viennent demander des légumes et elles ont le sentiment d'être exploitées. Tout ceci, dans une communauté où le partage et la réciprocité sont essentiels et hautement estimés. Le fait de ne pas cultiver leurs propres légumes, ni leurs denrées alimentaires signifie que les habitants doivent avoir recours aux revenus provenant des cultures de rendement, du travail salarié et de la vente d'autres produits frais (poisson, crabes, etc) pour acheter les aliments de consommation traditionnelle. Selon Mme Nowak, cela signifierait que la nutrition est défaillante en présence de l'agriculture de rendement.

Bola Akanji estime également qu'une baisse de la nutrition des ménages, dans les pays appliquant des réformes économiques, n'est pas surprenant, mais pour des raisons différentes. D'ordinaire, dans ces économies, au Nigéria par

exemple, la diminution de valeur réelle, et non pas nominale, des revenus agricoles, aux motifs endogènes - les politiques de déréglementation des prix des intrants - et exogènes - la mouvance des taux de change -, a atténué les gains dégagés de l'expansion de l'agriculture de rendement. Ainsi, la demande de revenus monétaires (visible dans la mouvance passant de la production de subsistance à la production commerciale) provient de la nécessité de couvrir les coûts en augmentation rapide des biens et des services agricoles et non agricoles, y compris les aliments non produits. Comme l'indique l'étude de Bola Akanji de 1991, au Nigéria, en dépit d'un accroissement de la production, du rendement et de revenus, de près de 250 pour cent par rapport à la période précédant l'ajustement structurel, les ménages agricoles vendaient davantage de produits alimentaires produits car les prix agricoles avaient, dans l'ensemble, augmenté. Les données indiquent une diminution systématique de la consommation de tous les aliments protéinés, par exemple les produits de l'élevage, les légumes et la plupart des céréales, parallèlement à une augmentation de la consommation des cultures de cassave, coco-yam et légumineuses. L'expansion des cultures de rendement dans un contexte de politique commerciale a entraîné l'expansion des cultures vivrières, mais pour atténuer le profil de coût à la hausse de tous les types de production. Dans les ménages agricoles, dans la plus grande partie de l'Afrique, lorsque le rationnement alimentaire devient endémique pour diverses raisons (faim saisonnière, famine ou "événement" pour les excédents du marché), les femmes et les enfants subissent tout le poids des carences en raison du système culturel du droit aux prestations. En outre, puisque les travailleurs ont priorité sur les non travailleurs, les femmes et les enfants, dont le travail possède une valeur perçue faible, ont droit à moins d'aliments, ce qui signifie des normes nutritionnelles inférieures en cas de rationnement alimentaire.

Kris Merschrod souligne que pour l'Amérique Latine, le transfert des aliments de qualité en faveur du marché, notamment les oeufs et le lait, existe depuis de nombreuses années. Ce transfert intervient lorsque les femmes contrôlent la production et la commercialisation au sein du ménage. Lorsque les hommes prennent en main les finances, la situation s'aggrave, mais dans certaines régions le problème des femmes qui boivent les revenus est tout aussi grave.

Selon Patrice Engle, une augmentation des revenus aurait des effets négatifs inattendus sur le statut nutritionnel des enfants, si les soins aux enfants sont sapés par des possibilités rémunératrices, temporellement inflexibles. Patrice Engle renvoie les membres à son étude documentaire, publiée par l'IFPRI à titre de cahier hors-série, intitulée "Care and Nutrition: Concepts and Measurements" (Soins et nutrition : notions et mesures). Elle note également que l'UNICEF a déployé un effort de grande ampleur pour comprendre les soins aux enfants, et a publié un document intitulé "Care Initiative" (L'Initiative des soins), débattant des mesures et des idées relatives aux soins. Ce document peut être commandé auprès de Wdemas@UNICEF.org.

Et enfin, pour les membres qui souhaiteraient comparer ces résultats aux conclusions des études de l'IFPRI sur la commercialisation et la nutrition, il leur

est recommandé de consulter un volume intitulé "Agricultural Commercialization, Economic Development and Nutrition" (Commercialisation agricole, développement économique et nutrition), rédigé sous la direction de Joachim von Braun et Eileen Kennedy (Johns Hopkins University Press, 1994). Dans une série d'études aux paramètres différents, l'augmentation des revenus des cultures commerciales a abouti à une augmentation des dépenses alimentaires, en termes absolus, alors même qu'en marge cette augmentation des revenus aurait peut-être été dépensée pour l'acquisition d'articles non alimentaires. L'élément commun de ces paramètres d'étude, toutefois, reste le contrôle amoindri des femmes sur les revenus tirés des cultures commerciales. En outre, le lien entre l'augmentation des revenus et une meilleure santé infantile s'est révélé ténu. Les effets sanitaires et d'assainissement relatifs aux ménages pauvres et aux communautés ont éclipsé les effets positifs potentiels des revenus sur la santé. L'incidence nutritionnelle nette (en termes d'indicateurs anthropométriques) de l'augmentation des revenus est restée modeste, puisque cette augmentation des revenus n'a pas atténué la morbidité. Les rédacteurs en ont conclu qu'une augmentation des revenus et de la disponibilité alimentaire concourent à résoudre le problème de la faim, ce qui découle d'une interaction complexe entre l'absence de nourriture et la morbidité (p. 374 à 375).

Programme systématique du CGIAR sur la recherche participative et l'analyse sexo-spécifique pour le développement technologique et l'innovation institutionnelle

[Jennifer Green, coordinatrice du groupe de travail sur la sexo-spécificité au CGIAR (Jennifer_Green@dai.com)]

Antécédents et buts

Pour le CGIAR, la participation des agriculteurs, et notamment des agricultrices, s'est révélée progressivement essentielle au développement technologique. En 1996, le CIAT (centre convocateur), les CIMMYT, ICARDA et IRRI, en collaboration avec le programme d'analyse sexo-spécifique, ont lancé un programme à l'échelle du réseau de recherche participative et d'analyse sexo-spécifique. Ce programme est destiné à dépasser les expériences isolées pour évaluer, par le biais d'études empiriques, la manière dont l'analyse sexo-spécifique, ainsi que d'autres méthodes de différenciation des utilisateurs et la recherche participative sexo-sensible, concourent au développement technologique et à l'innovation institutionnelle.

Structure opérationnelle du programme

Le programme est organisé en trois groupes de travail : phyto-génétique (PG), gestion des ressources naturelles (GRN) et sexo-spécificité, afin de s'assurer que les projets du CGIAR insèrent efficacement l'analyse sexo-spécifique dans ces différents domaines thématiques.

La gageure, pour le groupe PG, consiste à mieux différencier quels groupes d'intérêt devraient prendre part à la phyto-génétique et à identifier ceux auxquels le recours aux démarches participatives de phyto-génétique et d'analyse sexo-spécifiques sont réellement utiles.

A l'instar du groupe de phyto-génétique, le groupe de GRN mettra au jour et examinera l'importance de l'analyse sexo-spécifique, et d'autres méthodes, pour la différenciation des utilisateurs et la recherche participative sexo-sensible, et en quoi ces méthodes ont une incidence sur les projets de gestion des ressources naturelles.

La tâche du groupe de travail sur la sexo-spécificité consiste à évaluer le rôle de l'analyse sexo-spécifique et autres méthodes de différenciation des utilisateurs tant dans la gestion des ressources naturelles que dans la phyto-génétique. Le groupe fournira également des directives sur l'utilisation de l'analyse sexo-spécifique dans les efforts futurs de recherche.

Mme Green relève également que les groupes de GRN et de SxSp sollicitent des études de cas sur la manière dont l'analyse sexo-spécifique et les méthodes et/ou les stratégies participatives, sensibles tant aux types d'utilisateurs qu'à leur sexo-spécificité, servent dans la recherche sur la GRN aux fins de

développement technologique et d'innovation institutionnelle, ou aux deux. Le programme à l'échelle du réseau sur la recherche participative s'intéresse plus particulièrement aux cas à l'échelon individuel (exploitation agricole/parcelle) et collectif (bassin versant), afin d'aborder les préoccupations relatives à la gestion et à l'utilisation des sols, de l'eau, des forêts et/ou des bassins versants. Tous les participants contribuant des informations seront inclus dans les groupes de listage sur serveur sur la sexo-spécificité et la gestion des ressources naturelles, et recevront des renseignements sur l'évolution et les résultats de ces travaux.

Analyse sexo-spécifique et l'ICIMOD (Centre international pour le développement intégré des zones montagneuses)

La promotion du développement durable dans la région Hindou Kouch de l'Himalaya constitue le mandat et la mission du Centre international pour le développement intégré des zones montagneuses (ICIMOD). La sexo-spécificité est un élément étroitement lié à l'utilisation durable des sols et à l'atténuation de la pauvreté, dont la région connaît une féminisation rapide. En raison de l'extrême diversité des cultures, des zones agro-écologiques, des systèmes agricoles, des contraintes et des possibilités dans cette région montagneuse, il convient que les mesures et les plans incorporant les points de vue sexo-spécifiques soient fondés sur des réalités locales. En date, les données sur les dimensions sexo-spécifiques de l'utilisation des sols dans la région restent partielles, présentant un tableau incomplet, souvent teinté du point de vue des basses terres. En outre, la plupart des institutions (y compris les ONG) prenant part à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles dans la région n'ont pas intégré de façon formelle les préoccupations sexo-spécifiques dans leurs programmes de recherche, de vulgarisation, ni de formation. Nombre de leurs collaborateurs sont aveugles aux différences sexo-spécifiques, ce qui mène à une exclusion généralisée des femmes rurales de toute participation aux activités de recherche et de vulgarisation. Les problèmes courants des femmes (lourdes charges de travail, faible niveau d'instruction, manque d'accès aux services financiers, sanitaires et aux nouvelles technologies, et contrôle limité des ressources) reste inabordés par ces institutions, responsables de l'atténuation de la pauvreté rurale par le biais de l'amélioration de l'utilisation des sols.

Au travers de son mandat de prestation de documentation et d'échange d'informations, de recherche appliquée et de résolution des problèmes, ses services de consultatifs et de formation, l'ICIMOD est en mesure d'influer sur les politiques et les stratégies pour un développement durable sexo-équilibré. En 1996, l'ICIMOD a entamé un programme nommé "Capacity Building for Incorporating Gender in Sustainable Development Policies, Strategies and Programs in the Hindu Kush Himalayan Region" (Renforcement des capacités d'intégration de la sexo-spécificité dans les politiques, les stratégies et les programmes de développement durable, dans la région Hindou Kouch de l'Himalaya), avec l'appui du gouvernement hollandais. Ce programme englobe un ensemble d'activités visant à valoriser les capacités des institutions, tant gouvernementales que non gouvernementales, afin d'incorporer la sexo-spécificité dans les politiques et les programmes de leurs institutions. Ce programme comporte quatre volets principaux.

Formation : le programme offrira, tous les ans, un cours de formation, intitulé "Gender and Organizational Development for Sustainable Mountain Land Use (Sexo-spécificité et développement organisationnel pour une utilisation durable des sols montagneux), destiné aux collaborateurs des institutions partenaires choisies à cet effet, du domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles. Le premier cours de cette série a été proposé en 1997. L'ICIMOD a

recueilli des informations auprès des missions d'enquête lancées en 1996, sur les organisations et les particuliers investis dans la sexo-spécificité et l'utilisation des sols, dans les huit pays membres. Dans chaque pays, deux ou trois organisations partenaires, ayant fait la démonstration de leur engagement en matière d'incorporation des questions sexo-spécifiques, ont été sélectionnées. Les femmes et les hommes aux postes cadres, chargés d'orienter les politiques et les stratégies de ces institutions, ont pris part au cours de formation. L'on escompte que ces participants feront fonction de catalyseurs du changement, conformément aux plans d'action élaborés par leurs soins pendant le cours.

Etudes de cas:

Une étude du programme Aga Khan d'appui rural au nord du Pakistan a été préparée, à titre d'étude de cas didactique, pour le cours. Dans le cadre de ce dernier, tous les participants ont réalisé des études de cas auprès des bénéficiaires de leurs programmes, en outre d'analyses organisationnelles de leurs propres institutions. La première partie du cours enseignait aux stagiaires des méthodes participatives d'analyse sexo-spécifique et d'analyse organisationnelle. A l'achèvement des études de cas, les stagiaires sont retournés à l'ICIMOD pour suivre des cours sur l'utilisation de ces informations aux fins de planification sexo-spécifique, et pour élaborer des plans d'action de changement organisationnel.

Centres de ressources sexo-spécifiques:

Le programme offrira un appui de suivi à chaque participant, par le biais de la création de centres de ressources sexo-spécifiques, conçus pour remplir les besoins des institutions individuelles.

Renforcement sexo-spécifique au sein de l'ICIMOD:

En étoffant sa base de données désagrégées par sexe, provenant d'études de cas et de missions d'enquête, la formation des collaborateurs de l'ICIMOD aux côtés de ceux des institutions partenaires, ainsi que la formation des formateurs au sein des institutions, l'ICIMOD renforcera ses propres capacités ayant trait à la sexo-spécificité et au développement. Ces capacités, ainsi que les liens élaborés avec les organismes partenaires, permettront aux spécialistes de l'ICIMOD d'incorporer intégralement les questions sexo-spécifiques dans leur recherche, leur formation et leurs activités consultatives.

Recherche sexo-spécifique récente de l'IFPRI

Un certain nombre de documents de discussion produits à partir de la recherche de l'IFPRI sur la sexo-spécificité et les problèmes intra-ménage sont aujourd'hui disponibles auprès de l'IFPRI. Les récapitulatifs des documents, publiés en 1997, figurent ci-dessous. Pour recevoir une copie de ces documents, veuillez adresser vos demandes à Marie Hoffman : m.hoffman@cgnet.com, ou Cristina Abad : c.abad@cgnet.com.

- *Soins aux enfants et issues nutritionnelles des enfants*

Une étude des enfants bangladaishi, de 6 à 18 mois, les répartit selon plusieurs classes : déviants positifs, déviants négatifs ou de croissance moyenne, selon leur statut de croissance (âge et niveau de revenus constants). Alors que les différences de sexe ne semblent pas être très importantes dans l'échantillon, en ce qui concerne la nutrition infantile, l'on relève une différence manifeste de traitement des enfants selon leur sexe. L'on compte trois fois plus de garçons dans le groupe des déviants positifs que de filles. Alors même que le nombre de garçons et de filles dans le groupe de déviants négatifs est égal, il existe un différentiel manifeste de la mortalité par sexe. Les pratiques d'hygiène et l'accès des mères aux connaissances constituent les deux facteurs clef ayant une incidence sur la nutrition infantile, dans tous les groupes. L'introduction précoce d'aliments complémentaires et l'absence d'aliments spécialement préparés dans le régime des enfants concourent à une déviance négative. Et enfin, le bien-être de la dispensatrice de soins est important : la satisfaction exprimée par la mère quant à sa vie familiale, un indicateur d'intérêt psychosocial, a une incidence profonde sur les issues nutritionnelles des enfants.

S. Kumar-Range, R. Navel et S. Bhattarai : "Child care practices associated with positive and negative nutritional outcomes for children in Bangladesh: A descriptive analysis" (Soins aux enfants associés aux issues nutritionnelles positives et négatives des enfants, au Bangladesh : analyse descriptive). Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper # 24, IFPRI.

- *Influences hors ménage sur le pouvoir de négociation*

Le pouvoir de négociation d'un particulier au sein de sa famille est tributaire non seulement de la propriété de biens, mais également de l'accès à l'emploi, aux ressources communales, aux systèmes traditionnels d'appui social, à l'appui des ONG et de l'Etat, ainsi que des normes et perceptions sociales. Les modèles de négociation offre une optique plus ample pour saisir la dynamique intra-ménage, mais un certain nombre de questions n'y sont pas suffisamment abordées.

Notamment, l'influence des normes et des perceptions sociales par rapport au pouvoir de négociation, qui, alors qu'elles sont souvent traitées comme étant exogènes, peuvent être surpassées par la négociation. Les différences sexo-spécifiques dans l'exercice d'un intérêt propre par opposition à l'altruisme ont également une incidence sur le pouvoir de négociation. Et enfin, les institutions socio-économiques et légales, extérieures au ménage, auraient également une incidence profonde sur le pouvoir de négociation intra-ménage.

B. Agarwal : "Bargaining and gender relations: within and beyond the household"

(La Négociation et les rapports entre les sexes : au sein du ménage et en dehors du ménage).

Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper #27, IFPRI.

- *Sexo-spécificité, droits de propriété et ressources naturelles*

L'attention accordée aux différences entre les sexes en matière de droits de propriété améliorerait les résultats des politiques et des projets de gestion des ressources naturelles, en termes d'efficacité, de durabilité écologique, d'équité et d'habilitation des utilisateurs des ressources. Bien qu'il soit impossible de généraliser au travers des cultures et des ressources, il est important d'identifier la nature des droits fonciers, sylvestres et hydrauliques détenus par les femmes et les hommes, la manière dont ces droits sont acquis et transmis entre utilisateurs. Le passage de régimes fonciers coutumiers à des systèmes de propriété privée (terrains, arbres et eau) a eu une profonde incidence sur les femmes. Les différences entre les sexes en matière de droits de propriété ont des incidences en matière d'action collective, de formulation et d'exécution des politiques.

R. Meinzen-Dick, L. R. Brown, H. Sims Feldstein et A. R. Quisumbing : "Gender, property rights and natural resources" (Sexo-spécificité, droits de propriété et ressources naturelles). Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper #29, IFPRI.

- *Incidence intra-ménage des transferts publics*

Une étude de l'incidence des programmes d'alimentation à l'école, sur la ration calorique des enfants aux Philippines, s'interroge sur la neutralisation, ou pas, par le ménage des transferts publics visant les enfants, comme le voudrait la théorie de l'altruisme, ou si un effet de "papier à mouches" intra-ménage existe, où ce transfert "collerait" à l'enfant. Les enfants sont interrogés les jours d'école et les jours sans école, et certaines écoles offrent un programme d'alimentation, d'autres pas, ainsi l'incidence alimentaire du programme est cernée, mais elle s'accompagne de limitations légères. Les résultats empiriques confirment cet effet "papier à mouches" : de fait, il n'existe quasiment aucune ré-affectation intra-ménage des calories en contrepartie du programme alimentaire. Toutefois, dans les ménages plus pauvres, les gains donnés aux enfants par le programme semblent être "taxés" plus lourdement.

H. Jacoby : "Is there an intrahousehold "flypaper effect"? Evidence from a school feeding program" (Existe-t-il un effet "papier à mouches" intra-ménage ? Eléments probants d'un programme d'alimentation scolaire). Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper #31, IFPRI.

- *Distribution intra-ménage des éléments nutritifs*

Les légumes constituent un groupe alimentaire essentiel au Bangladesh, avec un apport de près de 95% de vitamine A, 75% de vitamine C et 25% du fer. Il s'agit en outre de l'une des sources les moins onéreuses de tous ces éléments nutritifs. Les indices probants révèlent que les hommes adultes bénéficient de la priorité de distribution intra-ménage de certains aliments riches en micro-nutriments, notamment le lait, les oeufs et la viande, alors que d'autres aliments riches en micro-nutriments, notamment le poisson et les légumes, font l'objet

d'une distribution plus équitable. Tous autres facteurs étant constants, les programmes de production agricole visant une distribution plus équitable des aliments (par exemple, du poisson et des légumes), auront une plus grande incidence sur la ration de nutriments des femmes et des enfants, qui courent le plus grand risque de déficience en micro-nutriments.

H. Bouis et M.J.G. Novenario-Reese : "The determinants of demand for micronutrients: An analysis of rural households in Bangladesh" (Les Facteurs déterminants de la demande en micro-nutriments : une analyse des ménages ruraux au Bangladesh). Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper #3, IFPRI.

- *Différences entre les sexes des motifs de envois de fonds*

Une étude des motivations des migrants dominicains concernant l'envoi de fonds à leurs familles rurales dans la Sierra s'interroge si ces transferts représentent un investissement ans des dons potentiels, ou un contrat d'assurance entre les familles et les enfants migrants. Les envois de fonds provenant de jeunes migrants, hommes et les migrants qui souhaitent retourner dans la Sierra, se font selon un schéma d'investissement. En revanche, les migrantes qui n'ont aucune intention de retourner dans la Sierra remplissent un rôle d'assureuses. La composition sexo-spécifique des enfants migrants a une incidence sur ce partage des tâches d'envois de fonds, puisque les femmes qui n'ont pas de frères qui envoient des fonds s'intéressent à l'héritage, alors que les hommes qui n'ont pas de soeurs offrent une assurance.

B. de la Brière, A. de Janvry, S. Lambert et E. Sadoulet : "Why do migrants remit? An analysis for the Dominican Sierra" (Pourquoi les migrants envoient-ils des fonds ? Une analyse de la Sierra dominicaine). Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper #37, IFPRI.

Atelier de l'IIMI (Institut international de management de l'irrigation) sur la sexo-spécificité et la gestion de l'eau

Du 15 au 17 septembre 1997, l'Institut international de management de l'irrigation (IIMI) a organisé un atelier intitulé "Sexo-spécificité et gestion de l'eau dans les zones irriguées. Cet atelier s'est tenu au Sri Lanka et visait à formuler une vue d'ensemble et faire le point des connaissances sur les concepts, politiques et problèmes importants relevant du vaste domaine des femmes et de l'eau, et pour appuyer l'élaboration d'un programme de recherche et d'action qui sera mis en oeuvre par le programme Femmes et Eau de l'IIMI. Les mémoires suivants ont été présentés et seront publiés dans un proche avenir. Si vous souhaitez une copie d'un mémoire entre-temps, veuillez contacter l'auteur.

- Allocation and Poverty Alleviation : A Gendered Analysis of Inclusion and Exclusion of the Resource-Poor in Vesting Water Rights (Affectation et atténuation de la pauvreté : une analyse sexo-spécifique de l'inclusion et de l'exclusion des pauvres en ressources de la dévolution des droits relatifs à l'eau) de Barbara van Koppen, département de l'irrigation et de la conservation des sols et de l'eau, université agricole de Wageningen : Barbara.vankoppen@users.tct.way.nl
- Strategies to Incorporate Gender in Irrigation Planning (Stratégies pour incorporer la sexo-spécificité dans la planification de l'irrigation) de Eva H. Jordans, département de développement durable, FAO : Eva.Jordans@fao.org.
- Women and Smallholder Irrigation Development in Africa: Constraints and Opportunities (Les Femmes et le développement de l'irrigation des petites exploitations agricoles : contraintes et possibilités) de Felicity Chancellor : fc@hrwallingford.co.uk.
- Gendered Incentives and Informal Institutions: Women, Men and the Management of Water (Les Incitations sexo-spécifiques et les institutions informelles : les femmes, les hommes et la gestion de l'eau) de Frances Cleaver, Centre de développement et de planification des projets, université de Bradford : F.D.Cleaver@bradford.ac.uk.
- Rice Cultivation and Gambian Women (La Culture du riz et les Gambiennes) de Judith A. Carney, département de géographique, université de Californie, Los Angeles : Carney@gog.ucla.edu.
- Identifying Gender Aspects of New Irrigation Management Policies (Identification des éléments sexo-spécifiques des nouvelles politiques de gestion de l'irrigation) de Margreet Z. Zwarteveen : IMI-MEX@CGNNET.COM.
- What Gender Analysis Can Contribute to Irrigation Research and Practice in Developing Countries: Some Issues (L'Apport de l'analyse sexo-

spécifique à la recherche et à la pratique de l'irrigation dans les pays en développement : quelques problèmes) de Rekha Mehra et Simel Esim, Centre international de recherche sur les femmes : rekha@icrw.org.

- Gendered Participation in Water Management: Issues and Illustrations from Water Users' Associations in South Asia (Participation sexo-spécifique à la gestion de l'eau : problèmes et illustrations tirés des associations des utilisateurs d'eau, en Asie du Sud) de Ruth Meinzen-Dick et Margreet Zwarteveen : r.meizendick@cgnet.com.
- Mexico's Two Principal Hydro-Agricultural Policies from a Gender Perspective (Les Deux principales politiques hydro-agricoles du Mexique, d'un point de vue sexo-spécifique) de Sonia Davila-Poblete, Institut mexicain de technologie hydraulique : eamm@dunsun.dti.uaem.mx.
- Gender, Irrigation and Environment: Arguing for Agency (Sexo-spécificité, irrigation et environnement) de Cecile Jackson, Ecole d'études développementales, university of East Anglia : C.Jackson@uea.ac.uk.

Sexo-spécificité et services de vulgarisation

Selon M. Carter, conseiller de la FAO auprès du Conseil national de développement laitier (National Dairy Development Board - NDDB) d'Inde, le NDDB assure la promotion, le financement, la prestation de cours de formation et d'appui d'expertise-conseil à plus de 10 millions de membres de plus de 70.000 coopératives. Dans la plupart des régions d'Inde, l'activité laitière incombe principalement aux femmes. Malheureusement, les hommes constituent la majorité des membres des coopératives laitières. Le pourcentage de femmes a augmenté à la suite des efforts du NDDB, mais il reste à 20% (légèrement plus en ce qui concerne les membres actifs). Il y a environ 8 ans, le NDDB a lancé un programme de développement des coopératives, en soulignant l'augmentation des adhésions féminines. Cet effort a été suivi par un projet pilote, dans quatre départements, où un effort intensif a été déployé pour accélérer le processus d'adhésion des femmes à titre de membres actifs, mais également de prise de fonctions élues et de postes, de plus en plus nombreux, de vulgarisation et de gestion du syndicat coopératif départemental.

Les résultats des projets pilotes, sur deux ans, ont été suffisamment encourageants pour que le NDDB prévoie aujourd'hui de collaborer avec un maximum de 35 syndicats coopératifs départementaux, auto-sélectionnés, afin de permettre aux adhérentes de devenir majoritaires en termes d'adhésions et d'élues dans les coopératives villageoises et les syndicats.

Sexo-spécificité et ressources du développement

FORMATION : l'université agricole de Wageningen (WAU) offre des cours semi-intensifs sur tous les éléments relatifs à la sexo-spécificité, à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles. L'université collabore également avec le Centre agricole international des Pays-Bas, qui offre un cours de deux semaines sur la sexo-spécificité et la planification de l'utilisation des sols. L'université appuie également l'élaboration des cursus dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, et offre des cours de formation. Pour tout renseignement complémentaire sur le département, les cours, le nouveau programme de maîtrise, de doctorat et la collaboration internationale de la WAU, veuillez consulter son site sur internet : http://www.sls.wa.nl/crds/cent_gs.htm.

En ce qui concerne des cours d'ordre plus général, Mme Howard-Borjas recommande de contacter Daniela Bertino, au Centre de formation de l'OIT, à Turin, en Italie. Ces deux organismes offrent des cours de formation et peuvent fournir des informations sur une gamme de programmes de formation.

Le Comité technique des affaires féminines (Women's Affairs Technical Committee - WATC) en Palestine est un réseau regroupant 21 membres, représentant les centres d'assistance et de conseil juridique pour les femmes, les programmes d'études des femmes et les cadres féminins indépendants. L'un des principaux domaines d'intérêt du WATC porte sur la formation des femmes dans le domaine des questions sexo-spécifiques. Le WATC sollicite le don de manuels sur les questions sexo-spécifiques et autres publications pertinentes, pour son installation auto-didactique. Le WATC possède un site sur internet : www.pal-watc.org. Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter Shuaa Marrar, Coordinatrice du réseau international des femmes (International Women's Network), WATC : watc@planet.edu.

INTERNET : le département des études sexo-spécifiques dans l'agriculture de l'université de Wageningen (WAU) (Pays-Bas), annonce la mise en service de deux nouvelles ressources sur internet, relatives à la sexo-spécificité, à l'agriculture et au développement rural. La première ressource est une base de données bibliographiques, en ligne, interrogeable, sur la Sexo-spécificité, l'Agriculture et le Développement rural, la première en son genre dans le monde entier, comportant plus de 6.000 entrées, que l'on peut également commander en ligne auprès de la WAU. Le site est décrit, et accessible à l'adresse suivante : http://www.sls.wau.nl/crds/bdp_gs.htm.

La deuxième ressource est une page d'accueil sur internet, où figurent les ressources sur internet, concernant la sexo-spécificité, l'agriculture et le développement rural, dans un contexte international, avec liens aux sites sur internet et informations sur les listes de débat et les conférences pertinentes. La WAU espère développer son site afin de pouvoir y inclure les programmes éducatifs et les petites annonces d'emplois, dans le même domaine. Rendez-vous sur le site, reliez vos pages d'accueil sur internet et diffusez vos communiqués à l'adresse suivante : http://www.sls.wau.nl/crds/irl_gs.htm.

Publications

Women, Ink. Vient de publier un nouveau supplément, ajoutant 24 titres à sa collection. Les ouvrages publiés par cette maison d'édition couvrent toute une gamme de sujets allant du féminisme africain à la traite des femmes, en passant par les vidéos participatives. Les collections comprennent des livres de références, des recueils, des essais sur la culture et des manuels pratiques. Une nouvelle catégorie, Femmes et Internet, comprend deux guides internet destinés spécifiquement aux femmes. Et la collection comprend également deux nouveaux titres en espagnol. Pour recevoir une copie du supplément, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante : wink@igc.apc.org, ou téléphonez à Tina Johnson au 212-687-8633, poste 212.

Voici une liste de références sur la productivité hommes/femmes :

A.A. Adesina et K.K. Djato (1996) : Farm size, relative efficiency and agrarian policy in Côte d'Ivoire: Profit function analysis of rice farms (Taille des exploitations agricoles, rendement relatif et politique agricole en Côte d'Ivoire : analyse de la fonction de profit des exploitations rizicoles). *Agricultural Economics* 14 : 93-102.

A.A. Adesina et K.K. Djato (1997) : Relative efficiency of women as farm managers: Profit function analysis in Côte d'Ivoire (Efficience relative des femmes régisseuses : analyse de la fonction de profit en Côte d'Ivoire). *Agricultural Economics*, 16 : 47-53.

P. Moock (1976) : The efficiency of women as farm managers : Kenya (Efficience relative des femmes régisseuses : Kenya). *American Journal of Agricultural Economics*, 58 : 831-835.

A. R. Quisumbing (1994) : Gender differences in agricultural productivity: A survey of empirical evidence (Différences sexo-spécifiques de la productivité agricole : étude des éléments empiriques), document de discussion ESP, série n° 36, département Education et Politique sociale, Banque mondiale.

C. Udry et al. (1995) : Gender differences in farm productivity: Implications for household efficiency and agricultural policy (Différences sexo-spécifiques de la productivité des exploitations agricoles : incidences sur l'efficience des ménages et la politique agricole), *Food Policy*, 20 : 407-423 (IFPRI, réimpression 333).

Abonnements

Pour vous abonner au CG Femmes, dont ce bulletin d'information constitue le complément, veuillez envoyer votre demande d'abonnement à LISTSERV@cgnet.com, comme suit : ABONNEMENT Bulletin d'information-GC FEMMES et vous recevrez en retour un message électronique de présentation du réseau et comportant les renseignements sur la correspondance avec le réseau et toute demande éventuelle d'annulation de votre abonnement. Pour les abonnements à l'étranger, le message de présentation sera légèrement différé.

Les abonnés du GC Gender Network (réseau GC FEMMES) recevront automatiquement le bulletin Gender GC. Au cas où vous-même ou un autre abonné ne souhaitez pas être abonné au réseau, mais recevoir uniquement le bulletin d'information-GC FEMMES, veuillez remplir le présent formulaire et le faire parvenir à : Marie Hoffman, Gender GC Newsletter, IFPRI, 2033 K Street, N.W., Washington (D.C.) 2006, Etats-Unis d'Amérique

Nom

Titre

Organisation

Adresse postale

Ville

Département/province

Pays

Code postal

Intérêts et connaissances spécialisées